

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1877-1878.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE MAI.

FEUILLETON AU 24 MAI 1878.

I. — PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

1.	9153.
----	-------

Par pétition datée de Duffel, le 23 février 1878,

Le sieur Van der Mosten demande une enquête judiciaire sur des faits de violation de domicile, de soustraction frauduleuse, d'arrestations arbitraires et de détention illégale, dont il a été la victime.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

2.	9155.
----	-------

Par pétition en date du 26 février 1878.

Le sieur Latour demande qu'il soit pris une disposition autorisant les combats de coqs ou interdisant les tirs aux pigeons.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

5.	9159.
----	-------

Par pétition sans date,

Des habitants de Stoumont réclament l'intervention de la Chambre pour qu'il soit fait une enquête sur l'inexécution, dans cette commune, de l'article 25 du code électoral et demandent une nouvelle publication des listes électorales.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

4.

9160.

Par pétition datée de Chênée, le 23 février 1878,

Le sieur Féroumont, ancien ouvrier de l'administration du chemin de fer, à Chênée, réclame de nouveau l'intervention de la Chambre pour qu'il soit ordonné une enquête sur les faits qui l'ont obligé à renoncer à sa position.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

5.

9244.

Par pétition sans date,

Le sieur Corbesier demande une loi accordant l'éméritat aux fonctionnaires de l'ordre administratif et aux officiers de l'armée, ou du moins à ceux qui, en se retirant, conserveraient le grade de leurs fonctions, à titre honoraire.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de la Guerre et des Finances.*

6.

9245.

Par pétition datée d'Orgeo, le 28 mars 1878,

L'administration communale d'Orgeo réclame l'intervention de la Chambre pour que les chemins traversés sur le territoire de cette commune, par le tracé du chemin de fer en construction d'Athus à la Meuse, soient conservés et sans passages à niveau.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

7.

9270.

Par pétition datée d'Anvers, le 25 avril 1878,

Le président de l'Union des ingénieurs sortis des écoles spéciales de Louvain transmet une pétition par laquelle les membres de cette association demandent un examen public de la situation industrielle et commerciale du pays et proposent des mesures pour étendre les débouchés de l'industrie belge.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres des Travaux Publics et des Affaires Étrangères.*

8.

9273.

Par pétition datée de Genappe, le 17 avril 1878,

Le sieur Botte, facteur des postes à Genappe, demande une augmentation de traitement.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
9.	9275.

Par pétition datée de Binche, le 15 mars 1878,

Le sieur de Kerf, ancien commissaire de police de la ville de Binche, demande une pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

10.	9276.
-----	-------

Par pétition en date de février 1878,

Les membres du conseil communal et des habitants d'Ulbeek appellent l'attention de la Chambre sur la nécessité de construire une voie navigable à grande section, reliant la vallée de la Meuse au port d'Anvers, par Hasselt.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

11.	9281.
-----	-------

Par pétition datée de Virton, le 30 avril 1878,

Le sieur Hartman, ancien gendarme, demande la révision de sa pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

12.	9303.
-----	-------

Par pétition datée d'Avelghem, le 27 avril 1878,

Des habitants d'Avelghem réclament l'intervention de la Chambre pour que le Gouvernement donne son approbation à la résolution du conseil communal du 3 février 1877, tendante à pouvoir acquérir le terrain nécessaire à la construction d'une école communale pour garçons.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

13.	9305.
-----	-------

Par pétition datée de Charleroi, le 6 mai 1878,

Le sieur Leroy se plaint que le chef de station à Charleroi accorde l'entrée de la gare à quelques commissionnaires au détriment de tous les autres.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

14.	9319.
-----	-------

Par pétition datée de Schaerbeek,

Le secrétaire de l'association dite *Chambre du travail* prie la Chambre de voter un crédit en faveur des délégués ouvriers à l'Exposition de Paris, et demande que le Gouvernement charge les associations ouvrières du choix de ces délégués.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

- | | | |
|-----|-------|--|
| 15. | 9321. | Par pétition datée de Passchendaele, le 6 mai 1878, |
| | 9322. | Des habitants de Passchendaele prient la Chambre de |
| | 9323. | voter, dans la présente session, la proposition de loi relative à l'emploi de la langue flamande en matière administrative. |
| | | Même demande d'habitants de Malines, Bruges, Gand, Wulveringham, Cortenaken ; |
| | | De membres du conseil communal de Dilsen, Houppertingen ; de la Gilde Saint-Martin, à Kessenich ; de la société dite <i>de Vlagmsche Meitak</i> , à Sainte-Gilles ; de Saint-Antoine, à Millen ; |
| | | Des président et secrétaire de la société dite <i>de Veldbloem</i> , à Bruxelles ; <i>Reddingsmaatschappij</i> , à Courtrai ; <i>Hoop in de Toekomst</i> , à Houppertingen, et des membres de la société <i>de Vriendekring</i> , à Kessenich. |
| | | DÉCISION : <i>Dépôt au bureau des renseignements.</i> |
| 16. | 9328. | Par pétition datée de Felenne, du 10 mai 1878, |
| | | Des habitants de Felenne réclament l'intervention de la Chambre pour que leurs marchandises puissent entrer en France par le moulin d'Olenne, sur le chemin de grande communication de Felenne à Givet. |
| | | DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |
| 17. | 9343. | Par pétition datée de Beaumont. le 10 mai 1878, |
| | | Le sieur Joret, facteur des postes à Beaumont, demande une augmentation de traitement. |
| | | DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i> |
| 18. | 9344. | Par pétition datée de Bruxelles. le 15 mai 1878, |
| | | Le sieur Carton de Wiart prie la Chambre de faire restituer aux concessionnaires du chemin de fer d'Aude-narde à la frontière des Pays-Bas, les coupons de leurs titres déposés pour cautionnement, qui sont échus pendant la confiscation. |
| | | DÉCISION : <i>Renvoi à MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics.</i> |
| 19. | 9345. | Par pétition datée de Tavigny, le 16 mai 1878, |
| | | Le sieur Collard demande qu'il soit interdit au sieur André de cumuler ses fonctions d'instituteur avec celles de secrétaire communal de Tavigny. |
| | | DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
20.	9348.

Par pétition datée de Binche, le 18 mai 1878.

Le sieur de Kerf réclame de nouveau contre la révocation de ses fonctions de commissaire de police de la ville de Binche.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

21.	9356.
-----	-------

Par pétition datée de Bruges, le 15 mai 1878,

Les président et secrétaire de la section brugeoise du *Willems-Fonds* proposent des mesures en vue de mettre sur un pied d'égalité les langues flamande et française dans les établissements d'instruction, et demandent que la langue flamande soit employée dans les provinces flamandes pour enseigner l'allemand et l'anglais.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

II. — PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION N'A NI STATUÉ, NI FAIT RAPPORT.

22.	9111.
-----	-------

Par pétition datée d'Anvers, le 8 février 1878,

Le conseil d'administration de la Société anonyme anversoise pour la construction et l'amélioration de maisons d'ouvriers appelle itérativement l'attention de la Chambre sur l'application de la loi relative à la contribution personnelle, au point de vue des classes ouvrières, et demande qu'en attendant la révision de cette loi, le taux d'exemption fixé par plusieurs de ses articles soit élevé de manière que l'exemption s'applique de nouveau à toutes les habitations qui en bénéficiaient en 1822.

(*Un rapport a été demandé par M. Jacobs.*)

23.	9210.
-----	-------

Par pétition datée d'Ath, le 11 mars 1878,

La Société concessionnaire du canal de Blaton à Ath et de la Dendre canalisée prie la Chambre d'abroger la loi des 5-15 floréal an XI qui régit l'imposition des canaux, et d'ordonner la restitution, par l'État, des contributions foncières exigées d'elle contrairement à l'article 19 de son cahier des charges.

(*Un prompt rapport a été demandé par M. Bricoult.*)